

## Intervention de Martine Perez Conseillère régionale

\*\*\*

### Table Ronde : « La transmission des savoirs ! »

Je centrerai mon propos sur la question des lycées, domaine dans lequel l'État et les régions sont partenaires. Les élections régionales de 2010 auront lieu à un moment décisif des réformes.

La réforme du baccalauréat et plus généralement de la formation au lycée qui se prépare depuis deux ans, n'est autre que l'entrée des dogmes libéraux dans l'enseignement et la formation professionnelle.

Durant la dernière mandature, nous avons en tant qu'élus régionaux, agi pour offrir de meilleures conditions d'études aux élèves, c'est ainsi que nous avons créé et modernisé de nombreux lycées. Nous n'avons pas à rougir de notre bilan.

Mais, ne nous le cachons pas, nous entrons dans une situation nouvelle.

La France de 2010, ne sera pas celle de 2004. Les mesures que l'on nous présente, année après année, comme techniques ne le sont pas : une refonte générale des filières, des diplômes et de la carte des formations est à l'œuvre.

Cette refonte va probablement s'articuler autour d'une nouvelle phase de décentralisation : carte des formations inscrite dans un paysage dessiné par la réforme des collectivités, filières qui servent la « rentabilité » des entreprises en produisant 50% d'une génération à bac+3 et les autres au niveau bac pro ou rien.

Allons-nous, dans ce contexte, continuer de construire de beaux bâtiments en fermant les yeux sur les objectifs de « compétitivité » qui leur sont assignés par l'État ? Serons-nous les artisans aveugles de nouveaux ateliers pour de nouvelles filières encore plus sous la coupe des choix patronaux ?

Personnellement, je ne le souhaite pas.

Etre de gauche aujourd'hui, c'est affirmer que l'objectif d'une politique visant à la réussite de toutes et tous, suppose **la mise en place d'un grand service national de l'éducation et de la formation unifié véritablement gratuit et bien sûr laïque.**

Engageons nos régions dans une riposte sans précédent permettant d'ouvrir des horizons de progrès pour les jeunes et les salariés en formation.

Réaliser cela impose de refuser la mise en concurrence des territoires, la décentralisation des personnels, comme celle de l'orientation, et de la conception de celle-ci comme simple adaptation aux flux des demandes patronales.

Interpellons fortement l'État sur ses responsabilités envers le service public national. Travaillons à une carte des formations **permettant l'égalité d'accès aux filières quelles que soient les composantes sociales des populations sur les territoires.**

Développons les éléments de la réforme alternative qui relève de l'État :

1. Toutes les formations doivent avoir un programme national reconnu comme qualification commune aux titulaires de ce diplôme.

2. Les filières et les contenus doivent être repensés, à partir d'une volonté politique, développer le savoir émancipateur, celui qui forme le citoyen, qui contribue à son épanouissement, qui développe l'esprit critique. C'est en ce sens, que les 3 lycées (général, technique, professionnel), outils les plus efficaces de démocratie, doivent être repensés et réformés.

3. La formation initiale et continue des enseignants doit être adaptée pour satisfaire aux nécessaires changements pédagogiques et non liquidée comme le veut la droite.

Un mot de la formation professionnelle pour finir.

Le gouvernement veut actuellement vider les lycées professionnels au profit d'un apprentissage moins coûteux en personnels et plus directement au service d'intérêts privés. Nous devons ouvrir un débat national, et le relayer en région, sur la formation professionnelle initiale et continue.

Dans ce débat, on ne peut pas éviter la question de l'apprentissage, c'est à dire d'une organisation des CFA et d'un statut des apprentis qui répondent aux besoins sociaux.

On ne peut pas passer à côté de la question de l'AFPA, c'est à dire d'un réel service public de la formation pour adultes, en phase avec les nouvelles évolutions de l'emploi et du travail.

L'enseignement professionnel doit être revalorisé comme une réelle voie de réussite. Cela implique **la création d'un service national de l'orientation scolaire** qui oriente vers le professionnel autrement que « par défaut », et indépendant de la volonté des patrons de limiter les formations à leurs exigences à court terme.

En conclusion, je dirais que de la maternelle à l'université, en passant par le lycée et la formation professionnelle, nous devons engager une grande réforme progressiste, laïque, démocratique, qui sera en adéquation avec nos efforts pour créer et rénover les bâtis.

Ce qui, pour la formation professionnelle, nous le savons, fait débat et mérite d'être approfondi.